

Liaison Grenoble-Sisteron: autoroute ou voie express?

La position défendue par le gouvernement et la majorité des élus haut-alpins prend un peu plus de plomb dans l'aile. A la faveur du débat public sur la liaison Grenoble-Sisteron, les collectivités régionales expriment les unes après les autres leurs préférences. Et c'est un euphémisme de dire que l'A 51 par l'Est de Gap et le Champsaur, défendue depuis des années par la majeure partie des élus haut-alpins, ne fait pas l'unanimité. Si bien que ces derniers sont désormais de plus en plus isolés pour défendre cet itinéraire.

Deux régions et quatre départements sont directement concernés. Depuis les renouvellements de 2004, ces collectivités sont toutes passées à gauche, avec le cas particulier de la majorité arc-en-ciel du conseil général haut-alpin (alliance gauche-droite).

#B# Le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur #/B# , emmené par Michel Vauzelle, soutient le tracé par l'Est de Gap. Du moins en façade. Mais il y a quelques fêlures dans cette politique. Les Verts, membres de cette majorité, sont par exemple totalement opposés à l'autoroute. Il y a chez les communistes des nostalgiques du tracé Gayssot (via Lus). Il y a enfin des élus régionaux qui, lorsqu'on les interroge sur leurs préférences, se contentent, à l'image de Joël Giraud vice-président PRG haut-alpin, de dire, sans enthousiasme débordant, la préférence de la Région. Mieux - ou pire selon où l'on se place - la Région Paca vient de produire un cahier d'acteurs dans le cadre du débat public. Elle y dit qu'elle est favorable à l'amélioration des liaisons ferroviaire et routière entre Grenoble et Sisteron, ce dont on se doutait. Mais elle conjugue au

plus-que-parfait l'art d'éviter de choisir un itinéraire.

#B# Au conseil général des Hautes-Alpes #/B# où rien ne peut être simple, il y a une majorité de conseillers généraux (une vingtaine) qui sont favorables à l'A 51 par l'Est de Gap. Ce sont les quinze membres de l'opposition UMP-divers droite ainsi que des conseillers de la majorité du président Truphème (DVG) comme Jean-Michel Arnaud (UDF), Rémi Costorier (indépendant), Christian Séard (divers droite) ou Roger Didier (PRG). En face, les leaders socialistes départementaux Bernard Jaussaud ou Gérard Fromm penchent pour Lus. Quant au président Truphème, il était pour Lus. Désormais, il s'abstient : difficile de mener un département en étant minoritaire sur un des grands dossiers de développement.

Voilà pour la "défense" du tracé du Champsaur. Car pour le reste, c'est l'unanimité pour une liaison par Lus. avec des formes différentes.

#B# Le conseil général des Alpes de Haute-Provence #/B# présidé par Jean-Louis Bianco (PS) ne varie pas depuis 1999. Pour lui, le chemin le plus direct entre Grenoble et Sisteron est la ligne droite : c'est-à-dire un tracé autoroutier passant par l'Ouest et le col de la Croix-Haute.

#B# Le conseil général de la Drôme #/B# vient de s'indigner de la façon dont est présenté le débat public. Il trouve que les dés sont pipés et que le ministère de l'Équipement tente d'influencer la discussion pour une autoroute par le Champsaur. Son opinion est bien différente. Les Drômois veulent une voie express - mais pas une autoroute - par Lus (voir ci-dessous).

Plus au nord, #B# le conseil général de l'Isère #/B# s'apprête à apporter

à son tour sa contribution au débat. Selon Marc Baietto, maire d'Eybens et vice-président chargé de

l'aménagement du territoire, une position n'est pas officiellement arrêtée. Mais les élus départementaux isérois sont #l# "hostiles à la poursuite de l'autoroute" #/l# . Pour M. Baietto, il faut aménager une #l# "liaison rapide moderne et sûre" #/l# entre Grenoble et Sisteron. Toujours selon Marc Baietto, #B# la communauté d'agglomération grenobloise #/B# va dans le même sens.

Et le #B# conseil régional Rhône-Alpes #/B# a également exprimé sa préférence pour l'option « routes nationales », en affirmant son attachement à une liaison par Lus. Il a aussi jeté un pavé dans la mare, en prévenant qu'il ne participerait pas au financement de la poursuite de l'A 51 si l'Etat le lui demandait. Une décision qui porte un sérieux coup à l'autoroute, dans un contexte d'argent rare au niveau de l'Etat et des collectivités.

Si on se résume, cela fait donc un département et une région timide pour l'A 51 par l'Est ; trois départements, une région et une grosse communauté d'agglomération pour une meilleure liaison par Lus. Minoritaire dans la région, le choix du gouvernement tiendra-t-il à l'épreuve du débat public. et du tour de table financier ?

#B# Un clivage nord-sud pour un débat est-ouest #/B#

12:00

32316

ARCE-MENSO ARCE-MENSO